

Napoléon attachait sur la poitrine du vieux soldat la croix, (page 222)

la garde et les élèves de Saint-Cyr qui lui font face, il commande lui-même l'exercice à ces derniers.

L'École, stimulée par ce qui vient de se passer sous ses yeux, moins peut-être que par la voix puissante de Napoléon, exécute avec une précision unique et un admirable ensemble tous les mouvements qui lui sont commandés, et lorsque l'Empereur juge que l'humeur de ses *vieux lapins* (comme il les qualifiait quelquefois) a eu le temps de se calmer, il se retourne, et leur dit en souriant et en leur montrant les élèves de Saint-Cyr :

— Allons, mes enfants, il faut avouer que ce n'est pas mal !

Puis, s'avancant vers le jeune sergent, il lui rend son fusil, en ajoutant d'un ton grave et de façon à être entendu de tout le monde :

— Et cependant, Monsieur, nous faisons mieux que cela quand nous étions jeunes !

Ces mots réparèrent tout, et les cris de *Vive l'Empereur* ! retentirent dans les rangs.

Pendant ces revues, il arrivait quelquefois à Napoléon de visiter lui-même le sac des soldats, d'examiner leur livret, de prendre un fusil des mains d'un conscrit faible et débile, et de lui dire d'un ton gai et encourageant :

— Allons, jeune homme, celui-là n'est pas plus lourd que les autres ; nous nous y accoutumerons, n'est-ce pas ?

Un matin, avant la parade, passant l'inspection du 2^e bataillon des chasseurs à pied de la garde de service au château, il s'arrêta devant un soldat, l'examine des pieds à la tête, et lui dit enfin avec un ton de reproche :

— Romeuf, pourquoi ne te vois-je pas avec la croix que je t'ai donnée à Boulogne ?

Napoléon connaissait presque tous les soldats de sa vieille garde par leur nom.

— Mon Empereur, répond le chasseur, si la croix est absente sur l'habit, elle est présente sur la peau. Le sabre d'un kaizerlich me l'a coupée en deux sur l'estomac, vous savez bien, à Essling, là où *votre chapeau est tombé de cheval* ; mais j'en ai gardé les morceaux. je vais vous les montrer.

Et Romeuf, tirant de son sein un petit paquet de papier, le remet à l'Empereur, qui l'ouvre aussitôt.

— En ce cas, dit Napoléon après avoir vu ce que le papier contenait, je vais te proposer un échange ; le veux-tu ?

Le soldat fait la grimace et ne répond rien. Napoléon ajoute :

— Je t'offre ma croix pour les morceaux de la tienne ?

Le chasseur garde encore le silence.

— Est-ce que ce marché ne te convient pas ?... Répond moi donc ?

— Je m'en vais vous le dire, mon Empereur, répond enfin celui-ci d'un air d'hésitation ; il me conviendrait, puisque c'est votre idée ; mais ce serait à une condition : c'est que vous prendriez bien garde de perdre les morceaux de la mienne.

— Tu tiens donc beaucoup à ces grailons-là ? reprend Napoléon en simulant un air de dédain et en faisant sauter les débris de la croix dans le papier, qu'il tient toujours ouvert dans sa main.

Romeuf ne dissimule alors qu'avec peine l'indignation que ce mot de *graillons* vient de lui causer, et redressant la tête avec une sorte de fierté :

— Des graillons ! répète-t-il en se mordant les lèvres ; excusez mon Empereur ; mais je les aime, moi, ces graillons-là ; et je les garde pour les faire recoller par l'armurier.

— Alors, mon vieux camarade, puisque tu y tiens tant, garde ta croix et la mienne : les braves comme toi méritent bien d'en avoir deux.

Et Napoléon, lui ayant tiré la moustache, s'éloigna en disant aux officiers de son état-major :

— Oh ! oh ! Messieurs, Romeuf et moi sommes de vieilles connaissances ; il y a longtemps que nous nous sommes vus pour la première fois ; seulement il est un peu susceptible.

Il serait difficile de peindre l'effet magique que produisaient de semblables paroles. Elles devenaient pour le soldat un sujet continuel d'entretien et un stimulant incroyable. Celui-là jouissait d'une immense considération dans sa compagnie, lorsqu'on pouvait dire : « L'Empereur lui a parlé. »

Une autre fois, les pontonniers défilaient avec leurs caissons d'équipage ; Napoléon s'écrie : « Halte à la tête ! » Et désignant un caisson au général Bertrand, qui n'était pas encore grand-maréchal du palais, il lui dit d'appeler un des officiers de la compagnie. Celui-ci se présente.

— Monsieur, lui demande Napoléon, qu'y a-t-il dans ce caisson ?

— Sire, des boulons, des clous, des vis, des cordes, des marteaux des scies, des tenailles, et des chevilles de bois de huit et douze pouces.

— Voilà tout ce que contient ce caisson ?

— Pas autre chose, Sire.

— Et combien de tout cela ?

L'officier donne le nombre exact de chaque nature d'objets.

— Maintenant, c'est ce que nous allons voir, ajoute Napoléon.

Le caisson est aussitôt vidé. Les pièces étalées et comptées, leur nombre se trouve exact ; mais, pour s'assurer qu'on ne laisse rien dans le caisson, Napoléon monte sur l'essieu de la roue et regarde ;

le caisson est entièrement vide. Il redescend, et faisant de la main un signe amical à l'officier, il ajoute :

— Vous aviez raison, Monsieur ; mais on peut se tromper. Il serait à désirer que tous les officiers de l'armée connussent leur affaire aussi bien que vous connaissez la vôtre.

Cette action de l'empereur provoqua des battements de mains et de bruyants vivats. « A la bonne heure ! disaient les pontonniers, dans ce langage qui leur était particulier ; à la bonne heure ! en voilà un qui veille aux grains. Le petit tondu n'est pas homme à se laisser faire la queue !... »

On voit qu'en passant ces inspections, Napoléon descendait jusqu'aux moindres détails, et qu'il voulait tout voir par ses yeux. Il examinait les soldats un à un pour ainsi dire ; il interrogeait la physionomie de chacun d'eux pour y lire le degré de satisfaction ou de mécontentement qu'il pouvait éprouver, et questionnait tout le monde indistinctement.

Un soir qu'il parcourait seul les bivouacs établis aux environs de son quartier-général de Boceguillas, pendant la malencontreuse campagne d'Espagne de 1808, il entend quelques soldats, harassés par les marches et les privations, murmurer et se plaindre tout haut. Napoléon s'arrête :

— Qu'y a-t-il donc ? s'écrie-t-il ; on n'est pas content ici, ce me semble ! Et s'approchant d'un vieux soldat qui avait une mine plus refoignée que celle des autres : Et toi, comment te portes-tu ?

Pas de réponse.

Napoléon, l'interrogeant du regard, ajoute d'un ton sévère.

— Je te demande comment vous vivez ici !

Le vieux grognard se croise les bras, baisse les yeux et reste muet. Alors un lieutenant qui a entendu la dernière question de l'Empereur, s'avance, et lui dit d'un ton qu'il tâche de rendre attendrissant :

— Ah ! Sire, nous vivons ici de dévouement !

— Comment voes appelez-vous, Monsieur ? lui demande vivement l'Empereur en lui lançant un regard foudroyant.

— De Verangeac, Sire.

— J'aurais parié qu'il y avait du *gnac* dans votre nom.

Et tournant brusquement le dos à cet officier, Napoléon continua

sa promenade sans laisser autrement deviner le déplaisir que venait de lui causer une flatterie si peu de saison.

A Paris, il était rare qu'aux grandes revues hebdomadaires qu'il passait, il n'accordât pas quelques faveurs, ne fit pas de distributions de titres ou de croix, ou de nouvelles promotions dans les régiments qu'il avait sous les yeux. En ce cas, ces promotions comportaient toujours avec elles une sorte de prestige, un certain à-propos qui frappait d'autant plus le moral du soldat, que Napoléon possédait au suprême degré le grand art de savoir dramatiser le fait le plus ordinaire, comme le plus simple récit.

A la dernière de ses revues, qui eut lieu à la fin de janvier 1814, tout en distribuant ses regards à cette masse de braves qui, sans le savoir, contemplaient la plupart leur Empereur pour la dernière fois, Napoléon distingue un soldat qui, vieux déjà, ne porte cependant que les insignes de sergent. Ce sous-officier a de grands yeux qui brillent comme deux flambeaux sur son visage bronzé par vingt campagnes ; une paire de moustaches énormes cache la moitié de cette figure et la rend encore plus bizarre. L'Empereur lui fait signe de sortir des rangs et de venir à lui. A cet ordre, le cœur du vieux brave, si ferme, si intrépide, ressent une émotion qui jusqu'à ce jour lui est restée inconnue : une vive rougeur couvre ses joues.

— Je t'ai déjà vu quelque part, lui dit Napoléon avec intérêt, mais il y a longtemps ; comment t'appelles-tu ?

— Noël, Sire.

— Noël ! j'en connais plusieurs. Ton pays ?

— Enfant de Paris !

— Ah ! interrompt l'Empereur ; est-ce que tu n'étais pas en Italie avec moi ?

— Oui, Sire.

— Je te reconnais maintenant ; et tu es devenu sergent ?

— A Marengo, Sire.

— Mais depuis ?...

— Depuis, répéta Noël en baissant tristement la tête, depuis, rien Sire.

— Tu n'as donc pas voulu entrer dans ma garde ?

— Au contraire, c'est la seule chose que j'aie désirée ; car j'étais à Austerlitz, à Wagram, enfin à toutes les grandes batailles.

— As-tu déjà été proposé pour la croix ?

— Trois fois, Sire.

— Je vais le savoir tout à l'heure ; retourne à ton rang.

Napoléon s'approche alors du colonel et s'entretient avec lui à voix basse pendant cinq minutes. Des regards lancés de temps en temps sur Noël font présumer qu'il fait le sujet de cette conversation. En effet, Noël est un de ces précieux soldats, vaillants et calmes, esclaves du devoir et de la discipline, constants et dévoués, comme les aime Napoléon.

Il s'est distingué dans maintes affaires ; mais sa modestie, on pourrait même dire sa timidité, ne lui a pas permis de solliciter l'avancement auquel il a droit depuis longtemps ; on a pris l'habitude de l'oublier ; il n'est même pas encore décoré.

Napoléon a deviné qu'on s'était rendu coupable envers lui d'une grande injustice : c'est donc à lui de la réparer, et de la réparer d'une manière éclatante. Il rappelle le sous-officier :

— Tiens, Noël, lui dit-il, il y a longtemps que tu l'as méritée, car depuis longtemps aussi tu es un brave.

Et l'Empereur attache sur la poitrine du vieux soldat la croix qu'il vient de détacher de la sienne. A un signal du colonel, les tambours battent un ban, le plus grand silence règne sur toute la ligne et le colonel, présentant au régiment le nouveau chevalier de la Légion-d'Honneur, s'écrie d'une voix forte :

— Au nom de l'Empereur !... Reconnaissez le sergent Noël comme sous-lieutenant dans votre régiment !

Aussitôt le front de bataille présente les armes, et la musique fait entendre une fanfare. Noël dont le cœur est vivement ému, croit rêver ; il regarde l'Empereur, il voudrait se jeter à genoux ; mais la physionomie impassible de Napoléon, qui semble bien plutôt rendre justice qu'accorder une grâce, le retient. Sans faire semblant de remarquer les sentiments divers qui agitent le vieux soldat, il fait un nouveau signe d'intelligence au colonel, qui, agitant son épée au-dessus de sa tête pour faire battre les tambours, reprend de sa voix puissante :

— Au nom de l'Empereur !... Reconnaissez le sous-lieutenant Noël comme lieutenant dans votre régiment !

Ce nouveau coup de tonnerre manque de renverser le Parisien,

Ses genoux le soutiennent à peine ; ses yeux, qui depuis vingt ans n'ont jamais su pleurer, se mouillent et s'obscurcissent ; il chancelle ; ses lèvres balbutient, mais n'expriment aucune parole distincte. Enfin, après un troisième roulement de tambour, il entend son colonel s'écrier encore :

— Soldats, au nom de l'Empereur!... Reconnaissez le lieutenant Noël comme capitaine dans votre régiment !

Napoléon imprima alors à son cheval un léger mouvement, et, suivi de son brillant état-major, continua gravement sa revue, après avoir jeté un regard froid sur le pauvre Noël, qui, la figure pâle d'émotion et les lèvres convulsivement agitées, était tombé dans les bras de son colonel, sans pouvoir articuler un mot.

CHAPITRE XIV.

Nouvelle campagne d'Italie.

La France, vers la fin de 1799, se trouvait, tant à l'intérieur qu'au dehors, dans un état d'affaissement qui la menaçait d'une ruine totale. L'expédition d'Égypte lui avait enlevé, en partie, l'élite de ses soldats, et de ses généraux. Des désastres multipliés lui avaient fait perdre toute l'Italie, à l'exception de Gênes. La guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest ; les armées d'Allemagne avaient été refoulées sur le Rhin ; la France allait être de nouveau envahie ; tout tombait en dissolution lorsque Napoléon avait débarqué sur les côtes de Provence. A son apparition inattendue, la France, plongée dans la stupeur et l'inquiétude de son avenir, s'était tournée immédiatement vers lui comme

vers un sauveur. L'empressement, l'enthousiasme que sa présence avait fait éclater dans le Midi, lui avaient fait concevoir, peut-être, l'idée de se placer à la tête des affaires, si déjà il ne l'avait apportée d'Égypte. En effet, un de ses généraux d'Italie, Kellermann, le fils de celui qui, quatre ans plus tard, fut maréchal de l'Empire, se trouvant à Aix au moment du passage de Napoléon, demanda à Berthier d'être appelé à servir dans l'armée dont on allait sans doute confier le commandement au général Bonaparte.

— Bah ! lui répondit ce chef-d'état-major en souriant, il est bien question d'un commandement d'armée : venez nous rejoindre à Paris.

Le 18 brumaire révéla la pensée qui avait dicté la réponse de Berthier.

La guerre civile, accusation la plus manifeste de la faiblesse d'un gouvernement, avait besoin d'être apaisée dans la Vendée. Le général Brune fut envoyé dans l'Ouest avec une armée de soixante mille hommes. Mais avant de commencer une lutte saglante qui lui répugnait, Bonaparte crut devoir adresser aux Vendéens des paroles de conciliation.

« Une guerre impie, leur disait-il, menace d'embraser une seconde fois les départements de l'Ouest. Le devoir des premiers magistrats de la République est d'en prévenir les progrès et de l'éteindre dans son foyer ; mais ils ne veulent déployer la force qu'après avoir épuisé les voies de la persuasion et de la justice.....

« Le gouvernement pardonnera ; il fera grâce au repentir ; l'indulgence sera entière et absolue ; mais il frappera quiconque, après cette déclaration, oserait encore résister à la souveraineté nationale.... Mais non, nous ne connaissons plus qu'un sentiment, l'amour de la patrie. Les ministres d'un Dieu de paix seront les premiers moteurs de la réconciliation et de la concorde. Qu'ils parlent aux cœurs le langage qu'ils apprirent à l'école de leur maître ; qu'ils aient dans ces temples qui se rouvrent pour eux, offrir le sacrifice qui expiera les crimes de la guerre et le sang qu'elle a fait verser. »

Des négociations habilement entreprises avec les chefs royalistes suivirent cette proclamation, et l'attitude imposante de l'armée républicaine triompha de toutes les indécisions.

Vainement le cabinet de Londres promettait de nouveaux secours



et un appui efficace ; on avait appris à se méfier des agents de Pitt et le pays épuisé invoquait hautement la paix.

Sur la rive gauche de la Loire, d'Autichamp consentit à une capitulation, qui fut signée le 18 janvier 1800 (28 nivôse).

Cette capitulation était honorable.

Le gouvernement promettait amnistie entière, respect pour le culte, abandon de l'impôt pendant un certain temps dans les provinces ravagées, et radiation de tous les chefs de la liste des émigrés.

Les royalistes, en retour, se soumettaient immédiatement, et faisaient la remise de leurs armes.

Sur la rive droite cet exemple fut suivi par M. de Châtillon. Au centre de la Bretagne et dans la Basse-Normandie, où se trouvaient les Chouans proprement dits, on rencontra quelque résistance, et il fallut livrer des combats partiels dans lesquels les républicains obtinrent constamment l'avantage. Bientôt M. de Bourmont déposa les armes, et Georges Cadoudal, qui commandait les bandes les plus opiniâtres, se vit contraint à la soumission, et livra, en capitulant, vingt mille fusils et vingt pièces de canon qu'il venait de recevoir d'Angleterre.

M. de Frotté seul résistait encore dans la Basse-Normandie. Battu en plusieurs rencontres, il entra en pourparler ; mais des lettres écrites à ses lieutenants prouvèrent qu'il ne voulait que gagner du temps.

Pris enfin les armes à la main, il fut livré à une commission militaire et exécuté. Ce fut le seul acte de sévérité qu'entraîna cette dernière guerre civile ; encore, le premier consul avait-il accordé aux sollicitations des amis du jeune chef un sursis, dont l'ordre parvint trop tard.

Dès-lors fut entièrement terminée la guerre civile qui avait si long-temps désolé les campagnes de l'Ouest, et cette prompte pacification fut encore, non sans raison, attribuée par l'opinion publique à la fermeté du premier consul.

Pour lui cet heureux résultat était d'autant plus important, que, délivré désormais des luttes intérieures, il pouvait agir sur les affaires du dehors avec toutes les forces de la nation.

Malgré les gloires nouvelles que pouvait lui mériter la continuation de la guerre, il ne se dissimulait pas que la paix avec l'Europe serait pour son gouvernement le plus désirable triomphe.

A peine installé au pouvoir, il avait espéré l'obtenir : il commença par s'adresser à l'ennemi le plus intraitable, et le 26 décembre il écrivit directement au roi d'Angleterre et il adressait le même jour une lettre à l'Empereur d'Allemagne.

Ces deux lettres furent également infructueuses : il parut évident qu'on s'était concerté pour les réponses. Celle du cabinet britannique fut transmise suivant les formes constitutionnelles, par une note de lord Grenville, ministre de relations extérieures, à M. de Talleyrand. Tout y respirait la haine de Pitt contre la France ; tout y décelait la résolution bien arrêtée de faire une guerre à outrance. Allant encore au-delà de ce que permettaient des communications diplomatiques, le ministre anglais osait ajouter « que le seul changement en France qui pourrait rassurer complètement l'Europe, serait le rétablissement de la maison de Bourbon. »

Cette intervention dans les affaires intérieures de la France, remplit le pays d'indignation. Bonaparte avait déjà l'opinion publique pour lui ; il la vit se prononcer avec plus de force encore, et les démarches qu'il avait faites pour la paix lui assurèrent un concours plus énergique pour continuer la guerre.

La réponse de l'Autriche fut faite dans la même forme que celle de l'Angleterre, par une dépêche de ministre à ministre ; elle était à

peu près la même dans le fond, sauf toutefois la question du mouvement intérieur.

Avant toutefois que d'aller donner aux rois coalisés une nouvelle leçon sur les champs de bataille, le premier consul poursuit à l'intérieur d'importantes améliorations.

A ces mesures d'ordre se joignent des mesures de conciliation. Les prêtres détenus à Oberon, sont rappelés dans leurs familles ; les émigrés sont invités à rentrer dans leur patrie ; sur quatre-vingt mille, on n'en maintient que mille sur la liste de proscription. Heureux de se dérober à l'hospitalité étrangère, ils accourent rendre hommage au gouvernement consulaire. Beaucoup d'entr'eux acceptent des fonctions publiques.

Après avoir réorganisé l'administration, rassuré la confiance du pays, pacifié la Vendée, récompensé l'armée, après avoir fait, pour obtenir la paix, toutes les démarches qui lui étaient permises sans compromettre la dignité de la France, Bonaparte jugea que la guerre était inévitable. Il résolut de la pousser avec vigueur.

Il venait, par un acte de générosité bien calculé, de détacher de la coalition un de ses plus formidables auxiliaires, l'empereur de Russie. Neuf mille prisonniers russes étaient répartis sur différents points de la France. Le premier consul les réunit, les fit habiller à neuf, chacun avec l'uniforme de son régiment, et les renvoya en Russie, en payant tous les frais du voyage, et sans aucune proposition d'échange. Paul 1^{er} fut si vivement touché de ce procédé chevaleresque qu'il se prit d'enthousiasme pour le premier consul, rappela d'Allemagne toutes ses troupes, chassa les Anglais de sa capitale, et devint pour le gouvernement français, sinon un défenseur zélé, au moins un prôneur ardent. En même temps, la Suède et le Danemarck, cédant aux exhortations et à l'exemple de la Prusse, consentirent à observer une stricte neutralité.

Restaient encore à combattre l'Angleterre, l'Autriche, la Bavière, la plupart des princes de l'empire et la Porte. C'en était assez pour embarrasser tout autre homme que Bonaparte ; et les circonstances étaient telles, qu'il fallait toute la puissance du génie pour surmonter les difficultés qui se présentaient de toutes parts.

L'Italie entière est aux mains des Autrichiens, et Mélas, à la tête

de quatre-vingt mille hommes, menace les rives du Var. Masséna ne peut lui opposer que trente mille hommes nus et affamés.

Déjà même sa petite armée est coupée en deux ; il est repoussé dans Gênes avec dix-huit mille hommes, tandis que Suchet est rejeté sur le Var : Mélas, occupant Nice, sépare les deux généraux français.

Tout est à craindre de ce côté, où les forces de l'ennemi sont hors de proportion avec les ressources qu'on peut lui opposer.

Sur le Rhin, l'armée impériale aux ordres de Kray, compte cent cinquante mille hommes.

Bonaparte leur oppose une armée de cent trente mille hommes, dont il confie le commandement à Moreau. Il se plaçait ainsi au-dessus de toutes les idées de rivalité que la malveillance lui attribuait : en donnant à Moreau de nouvelles occasions de gloire, en lui remettant la plus belle armée de la République, il prouvait bien à tous qu'il ne craignait pas de concurrence, et qu'il savait rendre justice au mérite.

Pour appuyer les mouvements de l'Autriche, l'Angleterre rassemblait à Mahon un corps auxiliaire qui devait se monter à vingt mille hommes, et ses escadres parcouraient toute la Méditerranée, occupaient le golfe de Gênes et menaçaient les côtes méridionales de la France.

Les forces numériques des armées républicaines étaient loin d'être proportionnées aux troupes combinées des divers ennemis. Mais la France était pleine d'ardeur, et jamais chef plus populaire n'excitait son enthousiasme.

Aux vieilles bandes de la République furent ajoutés cent mille conscrits, impatientes de lutter de zèle et de courage.

Sous le Directoire, la conscription rencontrait dans le découragement général des obstacles insurmontables, et le nombre des réfractaires allait toujours grossissant. Avec Bonaparte, la confiance partout réveillée fait courir sous les drapeaux non seulement les hommes requis par la loi, mais encore une foule de volontaires remplis d'une généreuse ardeur et brûlant de se signaler sous les yeux de l'illustre capitaine.

Mais dans la lutte qui va s'ouvrir, quel champ de bataille se réserve Bonaparte ? Quels coups doit frapper ce génie accoutumé à

vaincre ? Masséna est sur le Var, Moreau sur le Rhin, Augerau est en Hollande ; laissera-t-il tout à faire à ses lieutenants, et suffiront-ils à cette immense tâche ? Amis et ennemis l'observent en silence. Pour lui, il ne laisse rien deviner de ce qu'il médite : du mystère de ses pensées doit dépendre le succès d'une immortelle campagne.

Créer une armée nouvelle qui devra décider du sort de la guerre, la former aux yeux de l'Europe attentive, sans que l'Europe s'en aperçoive, la pousser par détachements isolés vers une destination mystérieuse, sans que chefs ou soldats sachent où on les mène, puis concentrer soudain toutes ces troupes accourues de points opposés, les mener rapidement à travers des rochers réputés inaccessibles, transporter une armée entière au sommet des glaciers, descendre comme une avalanche dans les plaines de l'Italie, envelopper Mélas pendant que Mélas enveloppe Masséna, et disperser en une seule journée cette grande armée qui rêve déjà l'envahissement de la France, tel est le projet audacieux que conçoit Bonaparte et qu'il exécute avec une merveilleuse précision.

Pour mieux tromper les esprits, il proclame tout haut le secret qu'il veut cacher, de sorte que personne ne le prend au sérieux. Il annonce avec éclat la formation d'une armée de réserve, dont le point de réunion doit être Dijon. Berthier en est le chef ostensible.

Aussitôt les espions étrangers d'accourir dans la ville désignée. Ils y rencontrent Berthier parti avec ostentation de Paris ; mais à côté de lui ils n'aperçoivent qu'un petit nombre de vieux officiers et quelques conscrits : ils jugent que tout ce fracas ne tend qu'à déconcerter Mélas et à l'empêcher de tenter aucune entreprise contre les provinces méridionales ; ils écrivent à leurs cours que l'armée de réserve est une fiction.

Le cabinet de Vienne avertit Mélas de ne pas tenir compte de la diversion dont on le menace. Mélas rassuré ne s'occupe plus que d'accabler Masséna qui, acculé dans Gênes, soutient une lutte désespérée.

Pendant ce temps, Bonaparte, heureux de voir ses ennemis donner dans le piège, rappela de la Vendée pacifiée trente mille soldats qui se rendent par divisions séparées vers les frontières de l'Est, se complétant en route, et recevant pendant leur marche les équipements et le matériel qui leur manque.

Les dépôts de l'armée d'Égypte, stationnés dans le Midi, et ne pouvant traverser les mers gardées par les Anglais, sont réunis et acheminés vers Lyon.

L'artillerie de cette armée mystérieuse est organisée avec non moins d'habileté et de promptitude. Dans les dépôts d'Auxonne, de Besançon et de Briançon, on peut réunir soixante bouches à feu. Marmont et Gassendi partent de Paris pour les faire mettre en état, sans qu'on puisse savoir où doivent être réunies ces pièces éparses, sans qu'on voie encore le personnel qui doit les servir.

Cependant les divisions tirées de la Vendée, celles qu'on fait venir du Midi, s'avancent lentement par des routes différentes, ne s'arrêtant nulle part, et ressemblant plutôt à des renforts se dirigeant vers un corps principal, qu'à des détachements appartenant à une même armée.

Tout le monde y est trompé, même les soldats qui servent à tromper les autres. Dirigés en effet vers Genève et Lausanne, ils croient aller rejoindre l'armée du Rhin répandue depuis Strabourg jusqu'à Constance ; et le public le croit comme eux.

Lorsqu'enfin les têtes de colonnes se montrent en Suisse, Moreau reçoit l'ordre de passer le Rhin. Ce général pénètre par trois points à la fois en Allemagne, envahit les défilés de la Forêt-Noire, et se place ainsi entre Kray et Mélas.

Lecourbe opère sa jonction avec Moreau à Engui. Kray accourt, est battu et perd l'importante position de Stokach. Les succès de Moreau deviennent assez décisifs pour qu'on puisse détacher de son armée un corps de quinze mille hommes qui doit descendre en Italie par le Saint-Gothard, et compléter les combinaisons du premier consul.

Les mouvements du premier consul n'étaient pas aussi faciles à dissimuler que ceux de ses troupes : l'Europe entière avait les yeux sur lui.

Son départ de Paris fut annoncé avec un éclat calculé, après un message du Sénat, du Tribunat et du Corps-Législatif. Il allait, disait-on, présider au départ de l'armée de réserve ; et cette armée de réserve ; ne se voyant nulle part, on crut encore une fois que tout ce bruit n'était que la continuation de la même feinte :

Pour lui, qui savait que son absence devait être réelle et dura-

ble, il prenait ses précautions pour prévenir tout trouble intérieur. Le consul Cambacérés était chargé de présider à sa place le conseil d'état, le consul Lebrun de surveiller l'administration des finances. Les choses de ce gouvernement nouveau étaient encore si incertaines, et la sécurité publique était tellement dépendante de la personne du premier consul, qu'il crut devoir rassurer ses collègues.

— Si un événement survient, leur dit-il, ne vous troublez pas. Je reviendrais comme la foudre accabler les audacieux qui oseraient porter la main sur le gouvernement.

Il savait du reste qu'il avait besoin de vaincre et de vaincre promptement. Aussi calculait-il avec un soin minutieux et avec l'instinct d'un génie supérieur les mouvements de son adversaire.

Sachant que Mélas rassuré portait toutes ses forces sur la rivière de Gènes et sur les rives du Var, il indiquait à l'avance ce qui allait résulter de l'apparition soudaine d'une armée sur ses derrières. Etant encore à Paris, environné de cartes et de plans, il marquait du doigt le champ de bataille où il devait rencontrer les Autrichiens.

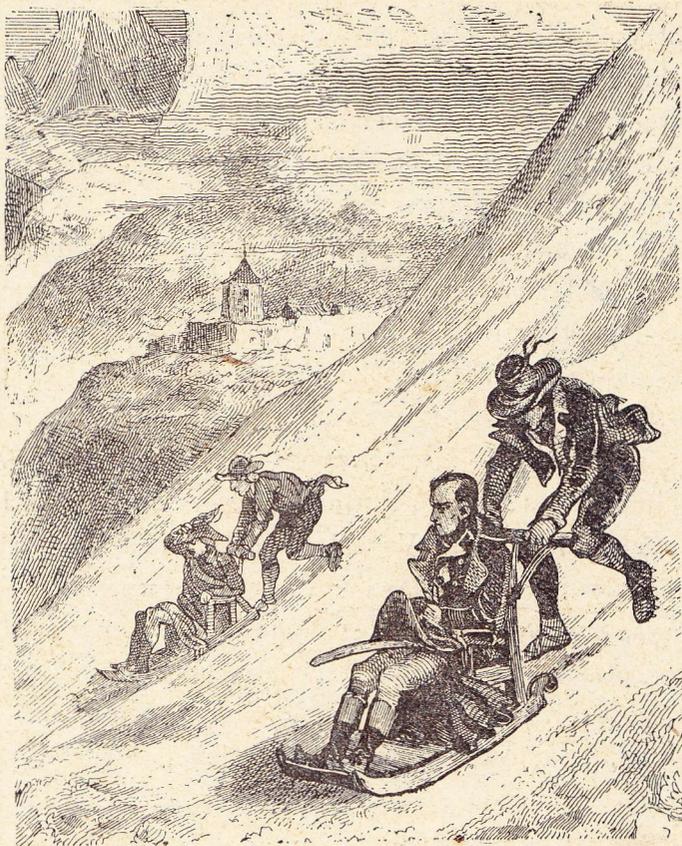
— Ce pauvre M. de Mélas, disait-il, passera par Turin, se repliera vers Alexandrie.... Je passerai le Pô, je le joindrai sur la route de Plaisance, dans les plaines de la Scrivia, et je le battrai là, là,... et il montrait la plaine de Marengo.

Admirable prévoyance du génie, qui ressemble au don de prophétie !

Le premier consul quitta Paris le 6 mai, avant le jour, en compagnie de son aide-de-camp Duroc et de son secrétaire Bourrienne. Vingt-quatre heures après il était à Dijon, et le 8 à Genève. Necker vint lui rendre visite : il espérait faire impression sur l'esprit de Bonaparte, et nourrissait l'espoir, dit-on, d'être appelé à la direction des finances de la République.

Mais son esprit prétentieux et systématique n'était pas du goût de son illustre interlocuteur, et le ton tranchant et brusque du général fit un fâcheux effet sur le vieux ministre. Ils se séparèrent assez mal satisfaits l'un de l'autre.

Une entrevue plus intéressante pour Bonaparte fut celle qu'il eut avec le général Marescot, qu'il avait chargé de faire la reconnaissance des Grandes-Alpes. Il avait résolu de franchir ces redoutables



montagnes. Mais il s'agissait de désigner le point de passage. Devait-il être par le Simplon, le Mont-Cenis ou le grand Saint-Bernard ?

Marescot se prononçait pour cette dernière voie, ne dissimulant pas toutefois combien l'opération lui semblait difficile.

— Difficile soit, répondit le premier consul, mais est-elle impossible ?

— Non, répliqua Marescot.

— Eh bien, partons, reprit Bonaparte, en se levant brusquement de son siège.

Cependant, afin de dérouter l'ennemi et de le contraindre à diviser ses forces s'il était averti assez à temps pour opposer quelque résistance, le premier consul dirigea quelques détachements par d'autres passages.

Déjà les quinze mille hommes de l'armée du Rhin arrivaient par le Saint-Gothard ; le général Chabran, avec une division de cinq mille

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5^e EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS